

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE

89/21



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Discours

du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
à la séance d'ouverture de la 4^e réunion
du Comité des ministres des Affaires
étrangères du Commonwealth

Canada

Canberra (Australie)

le 7 août 1989

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers collègues et distingués invités,

Monsieur le Premier ministre Hawke, permettez-moi de vous remercier d'une présence qui nous honore tous et de rendre hommage aux efforts infatigables que vous-même et vos compatriotes avez déployés dans la lutte contre l'apartheid. J'aimerais aussi vous remercier, vous, votre ministre des Affaires étrangères et le peuple australien, de l'engagement que vous avez pris envers l'égalité en Afrique australe et de l'hospitalité dont vous faites preuve ici à Canberra.

La distance qui sépare Canberra et Ottawa de l'Afrique du Sud est très grande, mais si l'on mesure cette distance par le degré de détermination et de conviction et non par le nombre de kilomètres, les problèmes de l'Afrique du Sud nous touchent alors de très près. Notre réunion, la dernière avant la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur, nous permet d'évaluer les perspectives de changement et les possibilités de négociation. Nous devons analyser à la fois les changements qui sont survenus et ceux qui ne se sont pas concrétisés et envoyer des messages, non seulement aux chefs de gouvernement du Commonwealth, mais également aux dirigeants, blancs et noirs, d'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud n'a pas connu beaucoup de calme depuis la création du Comité à la suite de la réunion de Vancouver, et nous ne sommes pas restés inactifs nous non plus. Le climat en Afrique du Sud, déjà sombre, s'est assombri davantage au cours de la première année de notre mandat. Peu après la réunion de Lusaka, le mouvement démocratique de masse a été durement touché par des interdictions. On a eu recours à l'emprisonnement pour des motifs politiques pour réprimer la dissidence, et la censure a pris de l'ampleur, des attaques ayant été lancées contre la presse parallèle. La déstabilisation a perturbé les États de la ligne de front, et aucune solution au problème namibien n'était alors en vue.

Nous avons répliqué en venant en aide aux victimes de l'apartheid et, au moyen des sanctions, en exerçant des pressions pour que les choses changent. Notre comité a continué à invoquer le bien-fondé des sanctions devant la communauté internationale et devant l'Afrique du Sud.

Nous avons fait faire des études devant nous permettre d'évaluer l'application et l'incidence des sanctions et de déterminer les liens qu'a l'Afrique du Sud avec le système financier international. À Toronto, nous avons proposé un certain nombre de mesures concrètes permettant de resserrer et d'intensifier les sanctions du Commonwealth. Je considère comme particulièrement importants l'accent qui a été mis sur les sanctions financières ainsi que les mesures d'interdiction visant le transfert de technologie qui pourrait permettre à l'Afrique du Sud de contourner les embargos sur les armes, le pétrole et les produits informatiques. À Harare, nous avons convenu d'une proposition qui pourrait mener à un renforcement considérable de l'embargo sur les armes.

Reconnaissant qu'aucun d'entre nous n'a une grande influence économique sur l'Afrique du Sud, nous avons chacun fait valoir notre cause auprès de pays qui ont une telle influence, particulièrement ceux qui continuent à maintenir des liens commerciaux et financiers importants avec l'Afrique du Sud dans les secteurs visés par les sanctions du Commonwealth. Nous devons poursuivre nos efforts pour qu'un plus grand nombre de pays adoptent les mesures du Commonwealth.

Ici, à Canberra, nous examinerons le rapport final des experts sur l'application et l'incidence des sanctions. Ces experts sont indépendants de nos gouvernements respectifs; leurs conclusions et leurs recommandations reflètent donc leurs propres vues. Ils nous ont remis un document d'une portée considérable qui pousse à la réflexion et qui contribuera beaucoup au débat sur les sanctions.

Une stratégie détaillée visant à contrer la censure et la propagande sans cesse croissantes a été mise au point par le Canada et adoptée par le groupe de travail du Commonwealth. Il faut du courage et de l'ingéniosité pour essayer de diffuser les nouvelles en Afrique du Sud. En plus de notre aide concrète, notre soutien moral et notre participation ont renforcé la détermination des membres de la presse parallèle.

À Harare, nous avons pu constater les effets de la déstabilisation continuelle à laquelle se livre l'Afrique du Sud. L'ampleur des dommages a été bien démontrée par les experts indépendants dont le rapport provisoire a été rendu public à Harare. Nous sommes impatients de réviser leur rapport final au cours de la présente réunion. Le cessez-le-feu en Angola et l'initiative africaine visant la négociation d'une paix durable et de la réconciliation sont, je crois, encourageants, et nous souhaitons promouvoir des efforts semblables au sujet du Mozambique.

En raison de la situation à laquelle font face les voisins de l'Afrique du Sud, le Comité des ministres des Affaires étrangères s'est engagé à apporter de l'aide sur le plan économique et de la sécurité, notamment au Mozambique, où la déstabilisation a laissé derrière elle un conflit d'une brutalité indescriptible et une misère implacable. Plusieurs projets ont déjà été mis en oeuvre dans le cadre du Fonds pour le Mozambique. Le Canada, par exemple, a annoncé récemment une augmentation importante de l'aide que nous accordons aux États de la ligne de front dans le cadre de notre Programme d'aide à la formation militaire.

Nous aidons les victimes de l'apartheid -- par exemple les Noirs qui n'ont droit qu'à un cinquième seulement des dépenses que l'on consacre à l'éducation des Blancs et ceux qui fréquentent des écoles où la ségrégation raciale, le surpeuplement et le sous-financement handicapent même les plus doués. Nous avons contribué à la création d'un réseau d'ONG à l'échelle du Commonwealth qui favorise la formation et l'éducation supérieure des Sud-Africains noirs, en fonction des besoins d'une société post-apartheid.

Le secrétariat du Commonwealth ainsi que de nombreux pays, dont le Zimbabwe, se sont mis à la tâche pour faire de l'initiative de l'archevêque Scott et de lord Chitnis un programme qui donne des résultats. Nous attendons avec impatience de recevoir un rapport de l'importante réunion consultative tenue à ce sujet le weekend dernier.

La transition de la Namibie vers l'indépendance a bien failli débuter tragiquement en avril, au moment où le GANUPT venait tout juste de commencer à se déployer. Une période de tension s'en est suivie mais, depuis juin, on a assisté à de réels progrès, et les chances d'élections libres et équitables supervisées et contrôlées par l'ONU semblent excellentes. Le Commonwealth s'intéresse particulièrement à la Namibie, et nous ferons tout notre possible pour qu'elle obtienne son indépendance.

En Afrique du Sud même, l'orientation prise ne semble pas clairement définie. L'intégration forcée de communautés noires dans de soit-disant homelands se poursuit. Le gouvernement a annoncé qu'il nommerait soixante-dix fonctionnaires chargés de faire enquête sur les infractions au Group Areas Act. Le manifeste de réforme du Parti national demeure par ailleurs fondé sur la notion de droits collectifs plutôt que de droits individuels.

Certains événements ont par ailleurs confirmé une nouvelle orientation à Pretoria. Certains prisonniers politiques ont été libérés, mais non la totalité. Presque tous les détenus sur lesquels ne pesaient pas d'accusations liées à l'imposition de l'état d'urgence ont été libérés. Toutefois, bon nombre d'entre eux se sont vu contraints à une autre forme d'emprisonnement lorsqu'ils ont reçu des ordonnances de restrictions. D'autres prisonniers politiques, comme Nelson Mandela, sont restés derrière les barreaux plutôt que de prendre place à la table de négociations, là où ils auraient dû être. La table basse du président Botha ne constitue pas un substitut, mais leur réunion était une reconnaissance symbolique que Nelson Mandela reste un interlocuteur indispensable à toute solution aux problèmes de l'Afrique du Sud.

Des élections nationales auxquelles la majorité ne peut participer ont été convoquées pour septembre. Tout aussi importante est la question de savoir si la majorité noire pourra contribuer à la rédaction d'une nouvelle constitution et prendre part aux destinées du pays, et ce, de quelle façon. Cependant, cette majorité ne se contentera pas de rester à l'écart et d'attendre que l'électorat blanc décide de son sort. Elle ne négociera pas non plus un règlement qui demeure dans le cadre de l'apartheid. Ses nombreux dirigeants prennent cependant plus au sérieux l'idée de négociations constitutionnelles nationales. On discute davantage de pourparlers. Dans l'intervalle, le mouvement démocratique de masse continue à exercer des pressions de l'intérieur pour que l'on procède à des changements et il s'est lancé dans une campagne non violente visant à montrer les réalités de la ségrégation raciale.

Le gouvernement sud-africain finira peut-être par comprendre qu'il n'est pas maître de toutes les clés de l'avenir de l'Afrique du Sud. La séparation forcée est de plus en plus difficile à maintenir à une époque d'urbanisation rapide des Noirs, et le monopole du pouvoir politique ne pourra pas toujours résister aux pressions d'une majorité de plus en plus politisée. Certains Sud-Africains blancs ont accepté ce fait et oeuvrent pour un avenir non racial. D'autres sont toujours paralysés par la

peur et attribuent à leurs concitoyens noirs leurs propres attitudes. Ils estiment donc que seules deux possibilités existent : dominer ou périr. Je crois qu'une troisième option -- la démocratie sans discrimination raciale -- peut non seulement connaître du succès, mais reflète en outre la vision qu'a l'Afrique du Sud noire de l'avenir. C'est cette vision de l'avenir que nous espérons voir favorisée au moyen d'un dialogue entre les groupes raciaux. Nous avons d'ailleurs créé un fonds de 1,6 million de dollars visant la promotion du dialogue entre les Sud-Africains.

Si les perspectives d'un changement fondamental et de négociations visant la formation d'un gouvernement non racial et représentatif sont meilleures que jamais, c'est en grande partie grâce aux pressions internationales soutenues qui ont été exercées. Les sanctions, d'ordre économique ou autre, portent fruits, particulièrement les sanctions financières. Même des représentants sud-africains reconnaissent la situation financière très difficile à laquelle ils font face. Non seulement les sanctions font-elles augmenter le coût économique de l'apartheid, mais elles ont aussi un effet psychologique encore plus important. Nos divers experts ont notamment souligné l'importance du réaménagement prochain de la dette. Il faut aussi continuer d'exercer des pressions, et ce, tant que nous n'aurons pas la preuve concrète d'un changement fondamental.

Mais en quoi consiste, pour nous, ce changement? Le "concept de négociation possible" préconisé par le groupe de personnes éminentes du Commonwealth est le meilleur point de départ. La remise en liberté de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques doit être accompagnée de la légalisation de l'ANC et du PAC, de la normalisation des activités politiques des Noirs, de la levée de l'état d'urgence et, une fois qu'aura pris fin la violence de part et d'autre, de l'amorce d'un processus de négociations véritables devant permettre de former un gouvernement non racial et représentatif.

La présente réunion est la dernière avant celle des chefs de gouvernement du Commonwealth en octobre. Au cours des deux dernières années, nous avons fait valoir au sein de la communauté internationale la nécessité de maintenir les pressions internationales, particulièrement les sanctions, comme complément aux efforts internes visant la promotion du changement en Afrique du Sud.

De nouveaux pas peuvent être et seront franchis avant la réunion de Kuala Lumpur, mais le message demeure toujours le même. Il ne faut pas adopter une attitude passive. Les pressions nous ont permis de parcourir beaucoup de chemin jusqu'à présent et elles ne peuvent être adoucies tant que l'action n'aura pas fait suite aux délibérations visant un changement fondamental.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères a été créé pour que le Commonwealth continue à s'intéresser à la question de l'apartheid et ne laisse pas le monde détourner discrètement son attention du problème, comme cela s'est déjà produit à d'autres époques. Le monde entier est choqué par l'apartheid, mais le Commonwealth se sent dans l'obligation particulière de mettre fin à un tel régime, et ce, de façon pacifique. Un si grand nombre de nos États membres et de nos citoyens vivent littéralement le long de la ligne de front. Un si grand nombre d'enfants du Commonwealth voient leur avenir gâché ou leur estime de soi abaissé par ce racisme légalisé. L'Afrique du Sud elle-même a déjà été membre de la famille du Commonwealth et elle y serait de nouveau la bienvenue si elle mettait fin à l'apartheid.

La détermination du Commonwealth a toujours été claire, mais il fallait regrouper nos efforts au sein d'un organisme qui nous permette de trouver des solutions, d'exposer au grand jour la déstabilisation et la propagande, de continuer à exercer des pressions pour que les choses changent et de découvrir des moyens qui pourraient amener les Noirs et les Blancs d'Afrique du Sud à faire cause commune.

En tant que président, je désire profiter de l'ouverture de notre dernière réunion officielle pour remercier les autres ministres des Affaires étrangères des efforts infatigables qu'ils ont déployés relativement à la question et à notre travail. Je tiens également à tirer une leçon de la situation internationale d'aujourd'hui et de la nature toute particulière du Commonwealth.

Nous représentons, au sein de cette famille qu'est le Commonwealth, la diversité du monde -- diversité des cultures, des langues et des conditions et des modes de vie. Chacun d'entre nous a, dans son pays, des préoccupations qui pourraient détourner son attention de la lutte contre l'apartheid. Nous n'avons toutefois pas été détournés de notre objectif, et le Commonwealth ne le sera pas. Les mesures individuelles que nous avons adoptées ont chacune leur importance. Ce qui est le plus important au sujet du Commonwealth, ce qui rend notre position contre l'apartheid impossible à ignorer, c'est que nous ne cesserons pas nos efforts tant que le système de l'apartheid ne sera pas aboli. C'est l'objectif et la raison d'être de notre comité, et c'est l'objectif poursuivi par les chefs de gouvernement, à qui nous présenterons notre rapport. Je suis convaincu qu'une détermination si universelle et si énergique mènera à la suppression de l'apartheid.